

## **Consultation publique de la Commission de Régulation de l'Energie relative à l'évolution des produits de capacité commercialisés par GRTgaz et TIGF**

### **Réponses d'ENGIE**

Date : 13/01/2017

#### **Question 1 : Etes-vous favorable à la mise en oeuvre par GRTgaz et Fluxys d'un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique au 1er octobre 2017 dans les conditions proposées par GRTgaz?**

ENGIE accueille favorablement la proposition de GRTgaz et Fluxys de mettre en place un point d'interconnexion virtuel entre la France et la Belgique, sans modification des capacités fermes commercialisées et des tarifs.

ENGIE s'interroge en revanche sur le choix d'exclure de ce point les capacités souscrites du terminal de Dunkerque vers la Belgique. En effet, l'objectif de la CRE devrait être de maximiser les capacités mises à disposition des expéditeurs. Comme nous l'avons déjà exprimé en Concertation Gaz, ENGIE souhaite que les capacités souscrites du terminal de Dunkerque vers la Belgique, mais non utilisées, soient mises à disposition en UBI aux expéditeurs désirant transiter du gaz du PEG Nord vers la Belgique. Ces flux physiques étant tout à fait possibles, comme l'indique GRTgaz, nous demandons à ce qu'ils soient accessibles aux expéditeurs.

#### **Question 2 : Etes-vous favorable au maintien de la commercialisation des 4 GWh/j de capacité rebours dans le sens Belgique vers France ?**

ENGIE souhaite que les GRT cherchent à maximiser la commercialisation des capacités disponibles, et considère donc qu'il est pertinent d'étudier les possibilités de commercialiser de la capacité interruptible dans le sens Belgique-France, que cette capacité soit issue d'un rebours Alveringem ou d'éventuels flux supplémentaires accessibles à Taisnières H.

Par conséquent, ENGIE est favorable au maintien de capacités rebours dans ce sens.

#### **Question 3 : Au 1er octobre 2017, préférez-vous le maintien du mécanisme de netting rebond avec l'UBI dans le sens Belgique vers France ou la suppression du netting rebond au profit du maintien de l'UBI dans les deux sens ?**

ENGIE souhaite le maintien des mécanismes de netting et de rebond dans le sens Belgique vers France, et le maintien du UBI dans ce même sens.

ENGIE souhaite également un mécanisme de UBI de la France vers la Belgique. Pour tenir compte des difficultés opérationnelles à proposer une offre UBI permanente dans le sens France-Belgique, ENGIE

préconise de ne proposer cette offre que lorsque les nominations nettes conduisent à des flux physiques dans ce sens. En effet, dans cette situation le UBI est un outil indispensable à l'optimisation des flux.

ENGIE comprend les difficultés opérationnelles, mentionnées par GRTgaz et Fluxys, à intégrer à ce UBI les capacités souscrites et non utilisées du terminal de Dunkerque vers la Belgique. Cependant, ENGIE considère que ces difficultés relèvent essentiellement des choix faits par les GRT eux-mêmes et ne constituent pas un obstacle insurmontable. A l'inverse, la non intégration au UBI de ces capacités constituerait une limitation artificielle des capacités offertes aux expéditeurs. ENGIE demande donc l'intégration de ces capacités au UBI France-Belgique.

**Question 4 : Considérez-vous, comme la CRE, que GRTgaz doit poursuivre ses efforts pour proposer à terme l'UBI dans les deux sens ainsi que le netting rebond ?**

Conformément à la réponse précédente, ENGIE partage la position de la CRE que le UBI doit être proposé dans les deux sens, et souhaite que le netting/rebond soit proposé dans le sens France-Belgique.

**Question 5 : Avez-vous d'autres remarques concernant les modalités de mise en place du PIV ?**

Néant

**Question 6 : Etes-vous favorable à la mise en œuvre du service de substitution de manière anticipée, dès mars 2017, aux PIR sur lesquels le code CAM est appliqué (Alveringem, Jura, Obergailbach, Oltingue, Pirineos, Taisnières B et Taisnières H) ?**

ENGIE est favorable à la mise en œuvre de ce service dès mars 2017, par GRTgaz comme par TIGF.

**Question 7 : Etes-vous favorable, comme la CRE, à la proposition des GRT de ne pas appliquer le mécanisme de substitution en cas de congestion de l'interconnexion ?**

ENGIE ne partage pas la vision de la CRE quant à l'application de ce mécanisme en cas de congestion. En effet, il est curieux de considérer que le détenteur de capacité non-groupée ne peut souscrire la capacité non-groupée qui lui manque que sur les périodes où sa capacité a la valeur la plus faible. ENGIE rappelle que le détenteur de capacité non-groupée paie cette capacité, et ne saurait être discriminé vis-à-vis d'acquéreurs à court terme, sous prétexte qu'il s'est engagé à long terme.

Par ailleurs, ENGIE ne souscrit pas à l'affirmation selon laquelle l'application du mécanisme en cas de congestion pourrait faire artificiellement monter le prix d'adjudication de l'enchère. En effet, si le détenteur de capacité non-groupée a besoin de capacités, il devra alors les acquérir sous la forme de produit groupé, et contribuera à l'existence d'une demande excédentaire et donc à l'apparition de premiums. La demande de capacité et le prix d'adjudication sont donc totalement indépendants de la mise en œuvre du mécanisme de substitution.

Au contraire, si le détenteur de capacité non-groupée a informé à l'avance le GRT de sa demande de souscription de l'offre de substitution, le GRT pourra mettre en vente une capacité bundlée supplémentaire, et ainsi contribuer à réduire la congestion.

**Question 8 : Souhaitez-vous, comme le propose TIGF, que le reliquat de capacité à l'issue des enchères soit alloué aux expéditeurs, ayant des capacités asymétriques, qui en font la demande ?**

ENGIE est d'accord avec la proposition de TIGF, en complément de l'application des mécanismes de substitution aux cas de congestion.

**Question 9 : Avez-vous d'autres remarques sur les modalités de mise en œuvre de ce mécanisme ?**

ENGIE souhaiterait que le service soit étendu aux enchères de capacités journalières.

ENGIE souhaiterait que la CRE ou les GRT tiennent le marché informé de la mise en place des services de conversion par chacun des GRT adjacents au réseau français.